

**ARRETE N° 2020-33**  
du registre des arrêtés du service juridique  
portant délégation de signature  
en faveur de Monsieur Grégory BOSSARD  
directeur général adjoint

**Le Président de la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault,**

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique Territoriale,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-9 ;

VU les délibérations concordantes n°5 du bureau du 2 décembre 2019 et n°29 du conseil municipal du 10 décembre 19 relatives aux services communs entre la commune de Châtellerault et la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault,

VU la délibération n°2 du conseil communautaire du 22 juillet 2020 déléguant une partie des attributions du conseil au Président,

VU le procès-verbal en date du 15 juillet 2020 relatif à l'élection des Vice-Présidents et des membres du bureau communautaire,

**CONSIDERANT** les fonctions de directeur général adjoint des services infrastructures et superstructures occupées par M. Grégory BOSSARD,

**CONSIDERANT** le recrutement en cours d'un directeur général adjoint des services à la population,

**CONSIDERANT** que pour les besoins du service, il convient de donner délégation de signature de certains documents directeur général adjoint des services infrastructures et superstructures, sous la surveillance et la responsabilité du Président,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** – Délégation de signature est donnée à M. Grégory BOSSARD, directeur général adjoint des infrastructures et superstructures, pour les documents des services de la direction infrastructures et superstructures suivants :

- les courriers et actes administratifs de gestion courante ne portant pas décision

**Services techniques**

- les arrêtés bimestriels adoptant ou modifiant le calendrier des astreintes des agents,
- les courriers de refus des dispositifs anti-stationnement sur la voie publique,
- les lettres d'information des dépôts sauvages de déchets,
- les mémoires de travaux
- les refus de déplacement de conteneurs de déchets,

**Gestion financière :**

- les recettes sans limitation de montant (mémoires, régies de recettes,...),

- les documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses jusqu'à 4 000 € HT,
- les attestations du service fait pour les dépenses relatives aux services de la Direction Infrastructures - superstructures

**Ressources humaines :**

- les ordres de missions et frais de missions pour les agents,
- les avis d'imputabilité relatifs aux accidents du travail,

**Achat public :**

- les lettres de rejet adressées aux candidats non retenus dans le cadre des marchés publics et accords-cadres,
- les ordres de service au titre de la maîtrise d'œuvre interne de Grand Châtellerault,
- les procès verbaux de réception des marchés.

**En cas d'absence du responsable du service logistique :**

- les autorisations de conduite.

**En l'attente de la prise de fonction d'un nouveau directeur adjoint des services à la population**, M.Grégory BOSSARD a délégation de signature pour les documents relevant de la direction des sports et du service santé publique-sécurité civile.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry FEVRE, directeur du développement local et de l'aménagement, M. Grégory BOSSARD a délégation de signature pour les documents visés à l'article 1er de l'arrêté de délégation de M. Thierry FEVRE, relevant des services de la direction du développement local et de l'aménagement définis dans l'organigramme des services de la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault et de la direction de la culture.

**ARTICLE 3** : Les documents signés au titre des articles ci-dessus devront porter les nom, prénom et qualité du signataire, ainsi que la mention de la délégation. S'il s'agit d'un arrêté, la présente délégation sera mentionnée dans les visas. Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication.

**ARTICLE 4** : Monsieur le directeur général des services de la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Président, il sera adressé à la Préfecture et affiché. Ampliation du présent arrêté sera également transmise à l'intéressée pour lui servir de titre.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux devant M. le Président de la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours contentieux peut être porté contre le présent arrêté devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois suivant son affichage ; le recours devant monsieur le Président suspendant ce délai.

Fait à Châtellerault, le

**Le Président,**

**Jean-Pierre ABELIN**